

RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 49

JUIN 2007

Le mot de la Présidente

Et maintenant ? On pourrait espérer un cinquième tour social.

Les réactions à la suite des premières propositions de la nouvelle majorité pourraient laisser croire, en effet, à une possible réaction sociale, comme celle qui a marqué les lendemains de l'arrivée de Jacques Chirac en 1995.

Qu'il s'agisse de la réforme des universités, de l'instauration d'un service minimum dans les transports, de la nouvelle organisation des tribunaux, aucun de ces projets n'a suscité un enthousiasme débordant, si ce n'est du côté des Sarkozystes les plus convaincus. Certes, le MEDEF s'est montré satisfait des premiers pas de Sarkozy, et notamment de l'adoption du paquet fiscal incluant le bouclier fiscal à 50% et la défiscalisation des heures supplémentaires. Mais même certains économistes libéraux doutent de l'efficacité de ces mesures, comme de celle de la TVA sociale, idée chère à Sarkozy mais peu goûtée par les hérauts de l'UMP, Raffarin en tête. Malgré des sondages élogieux pour l'action du nouveau Président et de François Fillon, plus directeur de cabinet que Premier ministre, les Français ne sont pas aussi naïfs que les médias voudraient nous le faire croire. Ils l'ont montré à l'occasion du second tour des élections législatives.



On pourrait donc espérer un cinquième tour social. Mais est-ce si sûr ?

Il ne faut pas nous cacher, en effet, la grande adresse de Sarkozy et la faiblesse idéologique de la Gauche.

L'adresse de Sarkozy. Il a su, avec une grande intelligence, diviser les Français, désignant, les uns après les autres, quantité de boucs émissaires. Les banlieues, abandonnées de la République, sont devenues par son entremise des zones à « karchériser ». Les jeunes sont tous des délinquants potentiels. Les chômeurs sont des paresseux. Les fonctionnaires également. En plus, ce sont des profiteurs, protégés et grassement payés. La France manque de dynamisme. Une des forces du candidat victorieux a été de savoir mentir honteusement avec un aplomb saisissant et en partant toujours d'une réalité qu'il déforme mais qui est durement ressentie par nos concitoyens.

Mais la force de Sarkozy tient aussi dans la faiblesse de la Gauche, dans le fait qu'elle ne croit plus en elle-même.

Combien de fois, et venant de partout, a-t-on entendu qu'il ne fallait pas faire de « démagogie » ? Qu'on ne pourrait pas relever nettement les salaires sans mettre en cause la santé de nos entreprises ? Qu'on ne pourrait maintenir notre régime de retraite ou de sécurité sociale ? Quant aux services publics, combien, à gauche, se satisferaient de délégations ? Qui réclame des renationalisations ? Qui réclame un Etat interventionniste ?

La gauche politique a peur d'elle-même !

La gauche syndicale se contente petitement de limiter la casse des acquis. Elle n'est jamais à l'offensive, elle n'explique pas le contexte global des luttes qu'elle mène. Mais peut-on le lui reprocher quand aucun débouché politique et mobilisateur n'est visible ?

Ne nous cachons pas la vérité. Le travail qui est devant nous est gigantesque. Et le chemin peut être long.

L'espoir est que foisonnent de partout des clubs de réflexion.

Cet échange, sans a priori, que nous avons souhaité à Réso dès 2003, semble aujourd'hui à l'ordre du jour dans les différentes sensibilités et organisations de la Gauche. Ce sera notre motif de satisfaction du mois. Et nous y participerons de toutes nos forces !

Marinette BACHE

SOMMAIRE

Solidarité Internationale
(Page 2)

Les franchises médicales de
Nicolas Sarkozy
(Page 3)

Politique énergétique :
ouverture du marché à la
concurrence le 1er juillet
(Page 4)

Il faut reconquérir
le service public
(Page 5 à 6)

Notes de lecture
(Page 6)

Traité simplifié : que cherche
à masquer Nicolas Sarkozy ?
(page 7)

Coup de gueule
(page 8)





SOLIDARITE INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

TCHEQUIE :

Une grande manifestation syndicale contre les réformes libérales prévues par le gouvernement du Premier ministre Mirek Topolánek a eu lieu le 23 juin 2007 à Prague.

"La réforme, oui, mais seulement si elle est juste", "Non aux coupes", "sauver nos chèques déjeuners", proclamaient les bannières déployées pour cette manifestation d'une ampleur notable pour cet ancien pays communiste entré dans l'Union européenne en 2004.

"Les réformes ne profiteront qu'aux riches et les autres paieront", a déclaré le patron de la plus grande confédération syndicale, le CMKOS, Milan Stech, à la foule réunie sur la place Wenceslas, lieu traditionnel de toutes les grandes manifestations en République tchèque.

"Ce n'est pas une réforme. La réforme doit être pour tous", a-t-il dit lors du rassemblement rythmé par des sifflets et des tambours auquel participaient des représentants syndicaux d'Autriche, de Slovaquie et d'Allemagne.

Selon les syndicats, loin du but affiché d'équilibrer les finances publiques, le programme du gouvernement va entraîner une réduction des revenus de l'Etat, du fait des rabais fiscaux accordés aux sociétés et aux contribuables les plus riches.

Début juin, la fragile coalition de centre-droit a réussi de justesse à faire adopter par les députés le principe de son programme de rigueur économique, qui, selon ses initiateurs, vise à permettre au pays de se conformer aux critères d'entrée dans la zone euro.

Le programme de réformes inclut la mise en place d'un impôt sur les revenus unifié à 15%, - alors qu'actuellement, les tranches supérieures de revenus paient 32% d'impôts-, la baisse de l'impôt sur les sociétés de 24 à 19% et l'augmentation de 5 à 9% du taux réduit de TVA qui touche notamment les produits de première nécessité

Sont également prévues des réductions de dépenses dans le secteur de la santé et des retraites, ainsi que de nombreuses suppressions d'emploi dans le secteur public, avec une réduction annuelle des effectifs fixée à 3% pour les prochaines années.

Les syndicats restent néanmoins partagés sur la possibilité d'une grève générale avant que le texte des réformes ne soit présenté au parlement pour l'adoption finale, dans le courant de l'été.

NIGERIA

Le syndicat ouvrier Nigerian Labour Congress (NLC) et le syndicat des cadres Trade Union Congress (TUC) ont appelé leurs adhérents à une grève illimitée le 20 juin en demandant au gouvernement d'abroger une augmentation de 15% de l'essence à la pompe décidée par le président Olusegun Obasanjo au dernier jour de sa présidence, le 28 mai. Les syndicats demandent également des éclaircissements sur la vente de deux importantes raffineries publiques à des proches de l'ex-président..

MEXIQUE

Les profs mexicains sont dans la rue. Ils manifestent leur opposition à la réforme de l'Institut de sécurité et des services sociaux des travailleurs d'Etat, l'ISSSTE, l'organisme mastodonte d'assurance maladie qui gère la protection médicale et les retraites des fonctionnaires mexicains.

Pour remédier au déficit de l'ISSSTE, le gouvernement conservateur du président Calderon prévoit d'allonger l'âge de départ à la retraite des 2,6 millions de fonctionnaires mexicains, sans avoir concerté les syndicats. Les professeurs, agents de polices et employés du secteur public devront attendre désormais –si la loi est adoptée – 60 ans au lieu de 50 ans avant de partir à la retraite. La réforme prévoit également une augmentation des cotisations salariales.

L'ISSSTE traverse actuellement des moments difficiles: le manque de médicaments, de moyens et de personnels dans les hôpitaux affectent tous les jours les patients des hôpitaux. Le gouvernement est parti de ce constat pour justifier la réforme du système d'assurance publique qui devrait bénéficier aux groupes financiers privés.

En 1997, la réforme de l'IMSS qui gère les hôpitaux publics a été menée de manière similaire. Dix ans après, la baisse de qualité des soins et de l'approvisionnement en médicaments laisse augurer du pire pour la réforme de l'ISSSTE.

Aujourd'hui, les actions contre la réforme de l'ISSTE vont de la grève dans les secteurs de l'éducation, ouvriers et universitaires, jusqu'à l'édification de cloisons et de cabanes devant les bureaux de l'Institut de sécurité et de services sociaux des travailleurs d'Etat. Beaucoup de grévistes sont résolus à occuper les lieux jusqu'au retrait de la loi.

PLACE AU DEBAT

LES FRANCHISES MEDICALES DE NICOLAS SARKOZY : UNE REMISE EN CAUSE DU DROIT A LA SANTE POUR TOUS

Par Jean-Claude CHAILLEY

Nicolas Sarkozy envisage la mise en place de quatre franchises supplémentaires : **hospitalisation, visites médicales, examens médicaux, achats de médicaments.**

Examinons la déclaration de Nicolas Sarkozy du 20 juin car elle est indicative de sa volonté de remettre en cause le **principe du droit à la santé pour tous, le principe de la Sécurité Sociale.**

Nicolas Sarkozy : « Y a-t-il une assurance sans franchise ? »

La comparaison est intéressante : pour Nicolas Sarkozy, on devrait assurer sa santé et celle de sa famille comme sa voiture. **Il s'agit implicitement d'assurance individuelle.** Selon ses moyens, on assure sa voiture tous risques ou non. C'est le modèle US, détesté par les citoyens américains : aux Etats-Unis, selon son dossier médical et ses moyens financiers, on est plus ou moins assuré. Les assurances coûtent très cher. **Résultat : il y a 46 millions d'américains sans couverture sociale, 20 millions avec une couverture insuffisante.**

Il va de soi qu'on s'assure auprès d'assurances privées. C'est dans cette direction que Nicolas Sarkozy veut aller. A quand un remboursement diminué pour vieillissement, équivalent de la « vétusté » pour les voitures ou les objets ? En France, il y a eu une lutte plus que séculaire pour mettre en place une assurance solidaire, pour instaurer la Sécurité Sociale, permettant à chacun, quel que soit ses moyens, de se soigner et de soigner sa famille. **Nous défendons le droit à la santé pour tous.**

N.S. : « C'est la seule façon de responsabiliser les patients »

C'est le prétexte classique : il va de soi qu'on va chez le médecin parce que la salle d'attente c'est mieux que le cinéma, qu'on s'éclate au scanner, qu'il n'y a pas mieux comme vacances que 8 jours à l'hôpital... Pourtant, Nicolas Sarkozy doit savoir que lorsqu'on passe un examen médical, qu'on est hospitalisé, ...c'est qu'il y a une ordonnance d'un médecin.

Dans la réalité, Nicolas Sarkozy veut dissuader la population de se soigner. C'est l'opposé d'une politique de prévention. Une femme enceinte sera tentée d'éviter des échographies. Dans certains cas – cancer ...- le diagnostic sera trop tardif : on aura causé des morts qu'on aurait dû éviter. **En outre, il n'est pas sûr du tout qu'il y aura des économies : se soigner tard coûte souvent plus cher.**

N. S. : « Si les dépenses augmentent et donc le déficit augmente, on pourra alors augmenter le montant de la franchise... »

C'est l'aveu : les franchises, c'est pour équilibrer les comptes de la Sécurité Sociale. C'est d'une extrême gravité pour plusieurs raisons :

Au lieu de soigner des malades, le principe est de soigner en fonction de considérations économiques. En effet, la Sécurité Sociale entre dans le Pacte de Stabilité européen. Ainsi, le Conseil européen du 9 mars précise : « Il y a lieu de préserver la

viabilité à long terme des finances publiques en poursuivant la réforme des régimes de retraite et des systèmes de soins de santé, ... ».

Même si, pour faire accepter le principe, le gouvernement démarre avec des franchises modestes, elles monteront vite : des simulations de la Sécurité Sociale établissent que des franchises de 40 euros ne rapporteraient que 300 millions. **Il faudrait 10 ou 20 fois plus !**

Le déficit augmentera sans fin, car on exonère sans fin les entreprises de cotisations sociales. Il y a déjà 26 milliards d'exonérations. La proposition de Nicolas Sarkozy « travailler plus pour gagner plus » en rajoute en exonérant les heures supplémentaires. Pour compenser, on augmentera les franchises. **En réalité, c'est les actionnaires qui gagneront plus et les citoyens qui verront leur pouvoir d'achat diminuer.**

Nicolas Sarkozy : « C'est un système qui me semble beaucoup plus prometteur que le système d'irresponsabilité globale qui consiste à dire y'a qu'à augmenter la CSG, car y'a qu'à augmenter la CSG, ça fait de la croissance en moins, de la consommation en moins, des emplois qui coûtent plus cher et ce n'est pas la solution »

C'est un monument de duplicité :

- D'abord, si la CSG a été créée par la gauche, la droite, y compris Nicolas Sarkozy lorsqu'il était à Bercy, ne l'a jamais remise en cause.
- La CSG est payée à 90 % par les citoyens. Ce ne sont donc pas « des emplois qui coûtent plus cher », mais un impôt payé par les ménages.
- Nicolas Sarkozy fait semblant de croire que la seule alternative est la CSG ; mais franchise ou CSG, ou TVA « sociale », ce sont toujours les ménages qui paient les exonérations de cotisations sociales, le CAC 40 qui grimpe. Le MEDEF n'est pas dupe qui met dans le même sac impôt, TVA ou CSG.

Toutes les mesures prises ces dernières années vont dans le même sens : se soigner moins. Les longues maladies, souvent graves, les personnes âgées, la prévention, sont dans le collimateur de tous les rapports. **La mortalité risque d'augmenter.**

En affaiblissant la Sécurité Sociale, on crée un marché pour les assurances privées. C'est l'objectif affiché des derniers conseils européens, de la Commission de Bruxelles, s'inscrivant dans « l'achèvement du marché intérieur ». Le traité dit « simplifié » de Nicolas Sarkozy ne remet pas cet objectif en cause.

Résistance Sociale participe au collectif de partis, syndicats, associations, qui se met en place pour obtenir le retrait du projet d'instauration des franchises et pour défendre le droit à la santé pour tous. **Résistance Sociale vous appelle à la mobilisation pour le retrait du projet de franchises de Nicolas Sarkozy. Signez l'appel commun sur le site de Résistance Sociale : www.resistancesociale.fr**



PLACE AU DEBAT

Politique énergétique Ouverture du marché le 1^{er} juillet aux particuliers

Par Jean-Pierre LETTRON

À l'ouverture aux particuliers au 1er juillet 2007, s'ajoute aussi la filialisation des activités de distribution d'EDF et de Gaz de France : danger pour les usagers comme pour le service public et les personnels des entreprises.

Danger pour les usagers

Pour « offrir le choix » de leur fournisseur aux consommateurs d'électricité et de gaz, un profond bouleversement des entreprises du secteur de l'électricité et du gaz est en cours.

Toutes les associations de consommateurs le disent à l'unisson : cette ouverture est un piège grossier, le moyen de faire sortir par la force ou par la ruse des millions de foyers des tarifs réglementés par l'État.

Par la force, puisqu'au 1er juillet le prix du gaz pour toutes les constructions neuves sort, sans autre forme de procès, du tarif public du gaz au profit du prix du marché, même si les propriétaires restent abonnés à Gaz de France.

Par la ruse, puisque les offres mixtes électricité gaz d'EDF comme de Gaz de France conduisent ipso facto à sortir du tarif réglementé gaz ou électricité (voire les deux), du fait de la mise en concurrence d'EDF et de Gaz de France. En fait, l'objectif de la Commission européenne, avalisé par le Conseil Constitutionnel et applaudi par la Bourse (EDF a vu son cours de bourse bondir lorsque le Conseil Constitutionnel a annoncé que les tarifs réglementés devaient être abolis) est de mettre fin à l'existence même de ces tarifs.

La Commission européenne n'hésite pas à considérer ces tarifs, inférieurs aux prix du marché, comme une entrave à la concurrence. Selon cette théorie fumeuse, le consommateur se porterait mieux (en terme de concurrence) si sa facture augmentait fortement !

La conciliation des vertus supposées de la concurrence et du service public est un leurre.

C'est pourquoi, nous devons oeuvrer pour une réorientation de la politique européenne en matière d'énergie par l'arrêt du processus de déréglementation, et à minima, le maintien des tarifs réglementés. Ceux-ci n'ont rien de scandaleux : ils sont basés sur les coûts de revient, intégrant le financement des investissements et même une marge substantielle pour les opérateurs (Les bénéficiaires 2006 d'EDF et Gaz de France en sont la démonstration).

Le niveau attractif des tarifs d'électricité en France n'est pas le fruit d'une quelconque générosité de l'État envers EDF (ce sont EDF et GDF qui alimentent le budget de l'État et non l'inverse), mais d'une politique d'investissement adéquate dans les

décennies précédentes (hydroélectricité et nucléaire font le gros de la production en France).

Pour mémoire, l'ouverture aux entreprises a commencé dès 1999 et a été terminée en 2004. Depuis, les prix des nouvelles offres n'ont cessé d'augmenter. A tel point que, pour les plus grosses entreprises, le gouvernement a dû intervenir pour créer un tarif de transition (TARTAM) pour celles qui avaient quitté les tarifs réglementés et qui trouvaient que les prix libres étaient trop chers. La loi du marché OUI, mais seulement quand cela arrange les patrons. Les particuliers, eux, n'auront au 1^{er} juillet que le droit de ce faire plumer, par une publicité agressive et mensongère.

Vous voulez une facture avec le Gaz et l'électricité regroupés ? Eh bien, il va falloir sortir du tarif pour l'une des deux énergies !

Mais avant j'avais une facture avec les 2 et au tarif. Oui, mais maintenant c'est moderne et conforme au droit européen.

Bienvenue dans le monde de la concurrence ! Le bonheur de consommer librement à un coût et les nouveaux actionnaires des entreprises énergétiques n'ont-ils pas eux aussi droit de jouir librement des profits ainsi générés ?

Danger pour le service public et les personnels d'EDF et de Gaz de France

Non seulement l'ouverture à la concurrence est mauvaise pour les usagers, mais elle s'avère destructrice du service public : investissements ralentis, emplois supprimés, concurrence stérile entre EDF et Gaz de France.

S'ajoute aujourd'hui, à tout cela, la filialisation des activités de distribution (acheminement par câble et tuyau), dans des conditions telles que la pérennité des missions de service public est menacée. Ce sont pas moins de 50 000 emplois qui vont être filialisés pour les deux entreprises.

L'attitude de Gaz de France, dont les dirigeants font toujours le forcing en vue de la privatisation (fusion GDF/SUEZ) pose de sérieux problèmes quant à la possibilité d'assurer la bonne exécution des activités de distribution communes à EDF et Gaz de France.

La décision de renoncer à la privatisation de Gaz de France et de s'orienter vers un rapprochement d'EDF et de Gaz de France permettrait d'envisager l'avenir de la distribution (acheminement par câble et tuyau) de l'électricité et du gaz dans de bien meilleures conditions et de satisfaire pleinement les besoins des usagers et de la Nation.

PLACE AU DEBAT

Pour vivre mieux, dans la liberté, l'égalité et la solidarité, il nous faut reconquérir le service public, le développer et le démocratiser !

Par Bernard DEFAIX,

Président de la Convergence Nationale pour la Défense et le Développement des Services Publics

Même si le slogan « Sarko-facho » est parfaitement contreproductif et risque de revenir comme un boomerang sur celui qui l'utilise bêtement (certains avaient déjà cru pouvoir la jouer ainsi à propos de De Gaulle, avec le succès que l'on sait !), la politique de déréglementation du travail, de privatisation et d'individualisation de la protection sociale, de tri sélectif entre les « forts » et les « faibles », dont le peuple français (et bien d'autres !) fait les frais depuis un certain temps, non sans résistance d'ailleurs, va s'accroître et surtout tenter de s'installer durablement dans les institutions.

Nicolas Le Petit (dont il faut rappeler qu'il est, en compagnie de Giscard, le Président le plus mal élu de la Ve République alors que les grands médias nous causent de lui comme un sauveur plébiscité à 80 % !!!) est parti, avec son compère Fillon sur les chapeaux de roue pour nous modeler une France normalisée, conforme aux rêves les plus fous de Laurence Parisot (que d'ailleurs Nicolas bise sur le perron de l'Élysée !).

On laissera aux historiens le soin d'expliquer en détail les conditions de cette victoire électorale du MEDEF, mais à la Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics, nous pensons qu'elle vient de loin.

Face à la stratégie du capitalisme financier mondial de libéraliser en totalité le marché et de soumettre l'ensemble des activités humaines à « la concurrence libre et non faussée » des grands groupes privés, les forces politiques qui étaient censées promouvoir l'émancipation des salariés, voire même seulement réguler le système et assurer à toutes et à tous un minimum de participation à la richesse produite, n'ont cessé, durant les 30 dernières années, d'accumuler partout des preuves de leur impuissance, de leur renoncement ou d'une franche collaboration devant le processus engagé.

Car, entendons-nous bien d'entrée sur l'enjeu du combat pour la qualité et le développement du service public et ne le rabougrissons pas alors qu'il constitue une question politique majeure : il ne s'agit pas seulement de défendre l'existence, aux côtés du privé, d'un type d'activités et d'emplois

consistant à faire tourner la machine administrative de l'Etat et des Collectivités Territoriales, mais de promouvoir un véritable choix de société en faveur du bien commun et de l'intérêt général. L'une et l'autre dimensions sont indissociables, mais si nous assistons à une régression dramatique du rôle et de la place des services publics dans l'organisation de la vie économique et sociale, au profit d'entreprises privées « rendant service AU public » dans la plus parfaite logique commerciale de l'offre et de la demande et de sa rentabilité, c'est bien parce qu'il y a dans la conscience collective un profond recul du lien indispensable à établir entre le caractère PUBLIC du service et l'exigence, heureusement encore largement majoritaire, d'égalité et de solidarité.

Au vu de ses pratiques, quand elle a été portée au pouvoir par les aspirations populaires, la gauche doit refaire les preuves de sa capacité à développer des politiques économiques et sociales dans le droit fil des principes fondamentaux de la République Sociale telle que la voyait Jaurès ou, plus près de nous, ceux qui ont rédigé le Programme National de la Résistance. Une République volontaire et combative sur les Droits Démocratiques des citoyens et sur les autels publics dont la Nation doit pouvoir disposer pour fonder sa gouvernance à la fois sur la satisfaction des besoins essentiels du plus grand nombre et sur le respect des équilibres écologiques qui conditionnent la qualité du vivant.

La Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics est née dans la foulée de la manifestation organisée à Guéret le 5 mars 2005, à l'appel du Collectif Creusois, sur fond de lutte contre la directive Bolkenstein et de débat très conflictuel à propos de la signification politique du Traité Constitutionnel Européen. Elle se veut un réseau et un outil commun pour favoriser à la fois les luttes locales et sectorielles mais aussi la mise en relation de ses luttes, leur globalisation, afin que l'indispensable rassemblement des forces syndicales, associatives, politiques, acquière une dimension telle que l'exigence collective et citoyenne du Service Public devienne incontournable pour tout gouvernement.

PLACE AU DEBAT

(suite de la page 5)

On l'aura compris : la Convergence est une association citoyenne qui travaille sans exclusive et en toute indépendance avec les organisations qui comme elle, fondent leur action sur les valeurs de démocratie, d'égalité et de solidarité, et considèrent que le choix de société que représentent le Service Public et la maîtrise publique d'un certain nombre d'activités constitutives des Droits Fondamentaux, est un bien commun que nul ne peut s'approprier.

Mais se réclamer de ce combat là nécessite aussi de mener une lutte cohérente et déterminée contre les stratégies de privatisation, de sabotage et de casse des Services Publics de réduction de l'emploi public, d'abandon de missions publiques.

Nous voulons avec tous ceux qui sont prêts à s'engager dans cette démarche faire du développement et de la démocratisation du Service Public, une grande cause nationale et européenne, portée par un débat politique populaire permanent et sans concession quant aux enjeux. C'est ce qui nous a conduit à organiser le 10 mars 2007 les Etats Généraux du Service Public à Paris avec la présentation du Manifeste des Services Publics et à mobiliser pour un moment fort de convergences des actions en novembre 2007.

Les besoins en matière de services ne cessent de se développer et les carences sont de plus en plus mal vécues. Il y a une énorme bataille d'opinion à mener contre le recours systématique au partenariat public-privé qui est toujours un marché de dupe au profit de ce dernier, comme on peut l'observer aussi bien dans les transports que pour la santé, l'énergie ou l'eau. Que ce soit avec la

franchise des soins, la suppression de la carte scolaire, l'autonomie des universités, l'ouverture totale du marché de l'énergie à la concurrence ou celui du courrier, se dessine une forme d'organisation sociale fondée sur le contrat individuel, les capacités financières de chacun ; on y achète des services au lieu d'y exercer des droits et le service public fonctionne à minima, à l'usage des couches sociales défavorisées, comme une sorte de filet de sécurité maintenu par charité publique, aux antipodes d'une vraie politique solidaire.

Nous pensons qu'aujourd'hui la reconquête des Services Publics, la mise en place de nouveaux services publics doivent être impérativement liées aux mobilisations pour l'exercice des droits au nom de l'égalité et de la démocratie. C'est sur la résistance à la privatisation d'un Droit et l'exigence d'une maîtrise publique des activités nécessaires au plein exercice de ce droit, qu'il faut construire les fronts unitaires les plus larges possible, comme c'est en train de se passer pour la franchise des soins, le logement, l'énergie et le courrier.

Cela passe par l'amplification des mobilisations locales et l'action conjuguée des salariés, des usagers et des élus mais aussi par la reconnaissance, au niveau européen, grâce à la convergence organisée des luttes nationales, de services publics préservés de la concurrence.

Tout cela est en marche. Poursuivons toutes et tous ensemble le combat en rejoignant les Collectifs Services Publics !

NOTES DE LECTURE

DEUX INVITATIONS A LA LECTURE POUR UN ETE STUDIEUX

1/ Malgré un titre à coucher dehors « **Ne dites pas au peuple que la mondialisation c'est la mort de la démocratie, il croit que c'est son avenir** », notre ami **Paul VIOLET** a publié aux éditions Talleyrand un petit livre à la fois réjouissant et pédagogique. C'est avec délice qu'il a démonté les mécanismes de la mondialisation et épinglé ses relais, hommes et structures. Il dénonce ceux qui la mettent en œuvre au profit d'une oligarchie de plus en plus restreinte. Il démontre surtout, ce qui nous échappe souvent, qu'il s'agit de la mise à mort feutrée de la démocratie.

2/ Si vous ne l'avez pas encore lu, profitez des vacances pour rattraper cet oubli : lisez le dernier livre de **Jacques COTTA** « **Sept millions de travailleurs pauvres** » (Editions Arthème Fayard). Une plongée dans le monde des pauvres que génère notre société libérale. Une enquête menée avec intelligence et sensibilité qui démontre la fragilité du monde du travail où personne n'est à l'abri de tomber dans la précarité, dans les précarités : celles du travail, du domicile, de la recherche de la nourriture. En France, aujourd'hui. Jacques COTTA nous réconcilierait presque avec le journalisme.

PLACE AU DEBAT

TRAITE « SIMPLIFIE » : QUE CHERCHE A MASQUER NICOLAS SARKOZY ?

I Le Traité « simplifié » : une différence cosmétique avec le Traité constitutionnel, rejeté le 29 mai 2005 par 55 % des Français

La ruse de Nicolas Sarkozy : textes existants + complément appelé traité simplifié = Constitution

Nicolas Sarkozy présente le « Traité simplifié » comme étant profondément différent de la Constitution. En réalité, il joue sur les mots : par l'addition de découpages « au ciseau » des textes européens existants et du traité dit simplifié, il rétablit de fait la Constitution sans utiliser le terme.

Les expressions « mini traité », « traité simplifié » n'ont aucun sens

C'est purement et simplement du marketing politique. Nicolas Sarkozy essaie de minimiser l'importance du texte pour obtenir un vote du Parlement avec le minimum de débat. **En réalité, il y aura un projet de traité, avec des articles d'une importance décisive pour l'avenir de la France et les Français.**

La concurrence n'est plus un « objectif », mais un « moyen »

Dans la pratique, « objectif » ou « moyen », le résultat est le même. Depuis des années, au moyen de la concurrence, on privatise, on démantèle l'industrie nationale.

Nicolas Sarkozy défendrait les services publics

Ce serait un scoop, et même une « rupture ». Hélas, il s'agit bien sûr de la définition européenne, selon laquelle un service « public » peut être rendu par le privé, ce qui se réalise précisément au « moyen » de la « concurrence libre et non faussée ».

Actuellement le livret A, le monopole de la Poste sur le courrier de moins de 50 grammes sont attaqués par Bruxelles. Qu'attend Nicolas Sarkozy pour défendre le livret A et la Poste, faire un pôle public EDF – GDF, rejeter le 3^{ème} paquet ferroviaire libéralisant le trafic voyageurs SNCF, annuler les suppressions massives de postes de fonctionnaires ?

La souveraineté nationale

Avec un Président de l'Europe désigné pour 2 ans et demi, renouvelable une fois, la majorité qualifiée – donc la perte du droit de veto -, un ministre des affaires étrangères de l'Europe, que restera t'il de la souveraineté nationale ? Pratiquement rien.

La France aurait été mise en minorité sur la guerre en Irak. Le rôle du Parlement sera de vérifier la « subsidiarité » des lois. Quelle déchéance pour les héritiers de 1789 !

Nicolas Sarkozy s'emporte contre l'Euro fort

On pourrait l'approuver si le traité simplifié...ne garantissait pas l'indépendance de la BCE, donc le maintien de l'euro fort. Il en va

de même de la préférence communautaire ...où de toute façon la France ayant perdu son droit de veto n'aurait pas la majorité qualifiée.

Le traité simplifié n'est donc pas « la synthèse du OUI et du NON ». Il ne permet pas la nécessaire réorientation de la construction européenne

C'est d'ailleurs pour ça que les chefs d'état européens, qui avaient tous été favorables à la Constitution, se sont ralliés au traité simplifié : il s'agit essentiellement d'un changement d'appellation.

Il Ce que tente de masquer Nicolas Sarkozy : le VIOL DE LA DEMOCRATIE

On peut partager ou non l'analyse ci-dessus. On pense que le Traité simplifié sera très proche de la Constitution ou non.

Dans les 2 cas il reste un problème fondamental : le respect de la démocratie

Si on pense que le Traité simplifié est peu différent de la Constitution, il ne faut même pas le soumettre au Parlement, car les Français l'ont rejeté à 55 % il y a peu de temps.

Si on pense que le Traité simplifié a des différences notables, alors il faut CONSULTER LES FRANÇAIS PAR REFERENDUM pour savoir s'ils changent ou non leur vote.

Peu sûr de lui, Nicolas Sarkozy tente d'éviter le référendum

Nicolas Sarkozy a peur des Français. Il multiplie les déclarations lyriques, il fait semblant de défendre les services publics, l'euro fort, de faire la synthèse du OUI et du NON, ...

Mais tout son talent d'avocat ne peut masquer qu'il s'agit du respect de la démocratie : quelle que soit l'opinion qu'on ait sur le Traité simplifié, il doit être soumis au référendum. Sinon, c'est un viol du suffrage populaire.

Ce que le peuple a décidé par référendum, seul le peuple peut le changer par un nouveau référendum !

**RESISTANCE SOCIALE
APPELLE TOUS LES DEMOCRATES :
A S'OPPOSER AU VIOL DU SUFFRAGE POPULAIRE
A EXIGER UN NOUVEAU REFERENDUM**

COUP DE GUEULE

1500 euros, une paye ?

Par Maddie Ellion

Il paraît que c'est démagogique de réclamer une paye à 1500 euros. D'ailleurs, l'élite en débat sans rire. Est-ce 1500 euros brut ou net ? Est-ce 1500 euros là, maintenant, ou bien dans cinq ans ?

J'avoue ma stupeur. Ces gens – de droite et de gauche – qui dissertent sur le niveau du SMIC se sont-ils jamais posé cette question : comment pourrais-je, moi, vivre avec le SMIC ?

Un exemple ? Cette semaine, ma voiture est tombée en panne. J'ai besoin de ma voiture pour aller travailler – eh oui, il n'y a pas de transports en commun partout. Bref, coût de la réparation : 700 euros.

Et j'ai dû changer mes lunettes (la Sécurité ne va pas me rembourser beaucoup et je n'ai pas les moyens de prendre une mutuelle : 700 euros également). Alors, mon SMIC va y passer. Pas question de

bouffer ... je ne pourrais plus payer l'essence !

Rions, rions, jaune ou de colère !

Les bourgeois du dix-neuvième siècle règnent à nouveau sur les discussions de salon (même si les nouveaux salons ne sont que des studios de télévision ou des salles de congrès, décrétant ce qui est possible, raisonnable, réaliste).

Et pendant ce temps le peuple se demande comment il va joindre les deux bouts, craignant que la misère ne se pointe derrière une fin de contrat, un accident du travail ou un simple accident de la vie ...

Le pire, c'est que le peuple, anesthésié, ne semble guère capable de révolution. La révolte est-elle encore à sa portée ?

**Vous aussi refusez la résignation,
adhérez à Résistance Sociale !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet :

www.resistancesociale.fr

Courriel : resistance.sociale@laposte.net

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 57 BD DE MENILMONTANT 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)